

Médias d'Afrique

Vingt-cinq années de pluralisme de l'information

(1990-2015)



Un quart de siècle s'est écoulé depuis les « transitions démocratiques » qui, au début des années 1990, ont ramené le pluralisme politique et médiatique en Afrique subsaharienne. Libéralisé, le champ des médias a connu des transformations spectaculaires, avec l'apparition de milliers de journaux privés, puis de centaines de stations de radio et de télévision. Plus récemment, l'arrivée du téléphone portable et le développement d'Internet ont contribué à bousculer davantage la circulation de l'information. Et le mouvement des « révolutions arabes » a entraîné des mutations dans un certain nombre de pays du nord du continent.

Cet ouvrage propose un ensemble de réflexions sur ces vingt-cinq années de liberté médiatique en Afrique francophone. Rédigées par une quinzaine de spécialistes, universitaires, chercheurs, journalistes ou acteurs du développement des médias, les différentes contributions portent sur des sujets variés : la presse écrite, la radio communautaire, les technologies numériques, les médias internationaux, le rôle des médias dans les conflits, les processus de paix et les mouvements de contestation politique, les instances de régulation de la communication, la professionnalisation des journalistes...

Dans la diversité des objets, des approches et des styles, le livre reflète l'ouverture qui caractérisait la personne à laquelle il est dédié : Françoise Havelange, qui fut, pendant plus de vingt ans, l'âme et la force motrice de l'Institut Panos Paris. Ces témoignages et réflexions permettent de poursuivre les discussions entamées avec Françoise, disparue en 2012.

Marie-Soleil Frère, Maître de recherche au Fonds national de la Recherche scientifique et Professeur de journalisme à l'Université libre de Bruxelles. Menant des recherches sur les médias d'Afrique subsaharienne, elle a été, de 2004 à 2012, experte associée à l'Institut Panos Paris.

Ont contribué à ce recueil :

Aziza Bangwene, Larbi Chouikha, Renaud de la Brosse, Johan Deslander, Birgitte Jallof, Roland Huguenin-Benjamin, Tidiane Kassé, Jean-Paul Marthoz, Pierre Martinot, Tristan Mattelart, François Pascal Mbumba Mpanzu, Cyprien Ndikumana, Thierry Perret, Diana Senghor.

**Médias d'Afrique
Vingt-cinq années
de pluralisme
de l'information
(1990-2015)**



Cet ouvrage a bénéficié d'un appui financier de
l'Institut Panos Europe

Karthala sur Internet: <http://www.karthala.com>

Paielement sécurisé

Conception graphique: Pascale Rangé

©Edition Karthala, 2017

Première édition papier, 2015

ISBN: 978-2-8111-1438-1

Médias d'Afrique
Vingt-cinq années
de pluralisme
de l'information
(1990-2015)

Ouvrage en hommage à
Françoise Havelange

Sous la direction de
Marie-Soleil Frère

Table des matières

Introduction	5	
Vingt-cinq années et une vie (Marie-Soleil Frère)		
Thierry Perret	15	
La fabrique de l'opinion en Afrique francophone		
Tidiane Kassé	31	
Presse satirique en Afrique: non, ce n'est pas la cinquième roue...		
Johan Deflander	41	
Du pluralisme au Darwinisme radiophonique: réflexions sur 20 années d'appui au secteur de la radio en Afrique		
Birgitte Jallof	61	
Quand les voix construisent la communauté. Radios communautaires et empowerment		
Diana Senghor	81	
Les radios communautaires en Afrique de l'Ouest: moteurs de la gouvernance démocratique locale		
François Pascal Mbumba Mpanzu	101	
Radios communautaires en R.D. Congo: pluralisme bénéfique ou floraison des moutons noirs		
Renaud de la Brosse	117	
La régulation des médias en Afrique: vingt années d'évolution		
Larbi Chouikha	129	
Les tribulations de l'Instance Nationale Indépendante pour la Réforme de l'Information et de la Communication (INRIC) ou la difficile entreprise de transformer les médias en Tunisie		

Roland Huguenin-Benjamin	145	
Médias audiovisuels, réseaux sociaux et mutations politiques dans les pays arabes en 2011		
Pierre Martinot	161	
L'avènement de l'internet et de la téléphonie mobile dans les rédactions africaines		
Cyprien Ndikumana	175	
Médias et promotion de la paix dans la région des Grands Lacs: dix années d'efforts (2003-2013)		
Aziza Bangwene	191	
Ondes des Grands Lacs: contribution à une paix durable		
Marie-Soleil Frère	207	
Etre journaliste dans les Grands Lacs: une identité en (re)construction		
Jean-Paul Marthoz	225	
Crime du silence et responsabilité d'informer		
Tristan Mattelart	239	
L'Afrique dans la circulation mondiale de l'information: pratiques et interrogations au XXI ^{ème} siècle.		
Conclusion	255	
Bibliographie	259	

Introduction

Vingt-cinq années et une vie



5

En 1991, l'Institut Panos publiait un ouvrage qui a constitué pendant longtemps un repère important pour tous ceux qui s'intéressent aux médias africains: *Presse francophone d'Afrique: vers le pluralisme*.¹ Reprenant les interventions prononcées lors d'un colloque tenu quelques mois plus tôt à l'initiative de l'Institut, l'ouvrage marquait l'ouverture de deux décennies de mutations sans précédent pour les médias du continent.

1: Institut Panos Paris (ed.), *Presse francophone d'Afrique: Vers le Pluralisme*, Paris, L'Harmattan, 1991.

Cette publication faisait suite à un premier ouvrage: Françoise Havelange, *Libérer la parole paysanne au Sahel*, Paris, L'Harmattan-Institut Panos-IREN, 1991.

Une des chevilles ouvrières de cette rencontre et de la publication qui en est issue s'appelait **Françoise Havelange**. Pendant plus de vingt ans, Françoise a apporté son énergie, ses intuitions, son intelligence, son enthousiasme et sa force de travail à l'Institut Panos Paris. Deux décennies passées à suivre les soubresauts du secteur médiatique du continent:² libéralisation de l'espace radiophonique en Afrique de l'Ouest, naissance des instances de régulation des médias, couverture médiatique des premières élections libres et pluralistes, implication de certains médias dans les conflits et dans le suivi des processus de paix en Afrique Centrale, généralisation de l'usage des technologies de l'information bouleversant les pratiques professionnelles; jusqu'à l'émergence des nouveaux enjeux démocratiques et médiatiques suite aux révolutions en Afrique du Nord... Vingt années à essayer aussi de travailler sur les voix minoritaires s'exprimant dans d'autres espaces, à travers des actions visant les médias de la diversité en France. Vingt années de pérégrinations pour Françoise, de conférence internationale en rencontre de bailleurs de fonds, de réunion statutaire de la *famille Panos*³ en ouverture d'ateliers... Vingt années d'interrogations sur les évolutions de ces médias africains porteurs de *possibles* démocratiques parfois avortés, sur les mutations du secteur des ONG et des modalités de la *co-opération*, sur la façon de travailler avec les partenaires du Sud, sur ce qu'on peut (espérer) changer et ce qu'on ne peut pas changer...

Aujourd'hui, Françoise Havelange n'est plus là, mais cet ouvrage vise à lui rendre hommage en proposant une série de témoignages ou de réflexions sur les enjeux, les questions, les défis qui l'ont habitée et l'ont occupée près d'un quart de siècle. A travers ces textes, il s'agit de dresser un bilan de vingt-cinq années de pluralisme médiatique en Afrique; un bilan particulier car écrit par ceux qui ont partagé les interrogations et le travail de Françoise.

La première contribution, celle de **Thierry Perret**, revient sur l'émergence de cette *nouvelle presse écrite privée* qui, au début des années 1990, a accompagné avec enthousiasme le passage au multipartisme et l'organisation de celles qui étaient, pour de nombreux pays du continent, les premières élections véritablement libres et démocratiques depuis les indépendances. Vingt-cinq ans plus tard, en dépit d'un appui considérable consenti par de multiples partenaires extérieurs,

2: Chacune de ces évolutions a donné lieu à la publication d'ouvrages et d'études par l'Institut Panos Paris dont les références seront présentées tout au long de cet ouvrage, ainsi que dans la bibliographie finale.

3: L'Institut Panos Paris (devenu Panos Europe en 2013) fait partie d'un réseau de sept instituts situés sur quatre continents: Panos Londres (qui a fermé ses portes en 2012), Panos Afrique de l'Ouest (Dakar), Panos Eastern Africa (Kampala), Panos Southern Africa (Lusaka), Panos East Asia (New Delhi) et Panos Caraïbes (Haïti).

le bilan est mitigé. Thierry Perret revient à la fois sur le contexte d'émergence de ces journaux et sur les difficultés de leur consolidation. Il analyse les raisons qui font aujourd'hui de la presse africaine la meilleure possible...dans son contexte.

Un éclairage complémentaire est apporté par le texte de **Tidiane Kassé** qui met en avant une expérience particulière du printemps de la presse africaine: celle des journaux *satiriques*. Ils furent les premiers à entreprendre de désacraliser les détenteurs du pouvoir (jusque-là plutôt familiers du culte de la personnalité), à introduire l'ironie et l'humour comme instruments de contestation. Un quart de siècle plus tard, certains titres continuent à proposer leur vision décalée et grinçante sur l'actualité du continent.

Si la presse écrite a joué un rôle symboliquement important dans de nombreuses évolutions politiques africaines, en particulier au cours du tournant démocratique qui s'est joué il y a deux décennies⁴, l'Afrique reste avant tout le continent de *la radio*. Le taux élevé d'analphabétisme, la difficile circulation des journaux hors des quelques grands centres urbains, les faiblesses du réseau électrique et le coût élevé de l'équipement qui rendent aléatoire l'accès à la télévision empêchent ces autres médias de rivaliser avec la radio, surtout en milieu rural. La libéralisation des ondes, la création d'une multitude de radios privées (communautaires, commerciales ou confessionnelles) ont constitué une mutation essentielle dans les paysages médiatiques d'Afrique francophone, dès le milieu des années 1990.⁵ **Johan Deflander** revient sur 25 années d'évolution du secteur radiophonique. Il montre comment les multiples nouveaux opérateurs, nombre d'entre eux se présentant comme *la voix des sans voix*, ont libéré la parole, mais rencontrent aujourd'hui des problèmes de pérennisation, en raison de leur fragilité économique. Il insiste sur l'importance fondamentale, dans cette croissance du secteur radiophonique africain, des interventions des bailleurs de fonds et ONG internationales, en mettant en avant autant les avancées que les effets pervers et les défis que charrie cette dépendance financière.

Dans le secteur radiophonique, existe un type particulier de radio qui a bénéficié tout particulièrement de l'attention des partenaires étrangers: la *radio communautaire*.

4: André-Jean Tudesq, *Feuilles d'Afrique. Etude de la presse de l'Afrique subsaharienne*, Talence, MSHA, 1995; Renaud de la Brosse, *Le rôle de la presse écrite dans la transition démocratique en Afrique*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 1999; Marie-Soleil Frère, *Presse et démocratie en Afrique francophone*, Paris, Karthala, 2000; Pierre Daubert, *La presse écrite d'Afrique francophone en question. Essai nourri par l'analyse de l'essor de la presse française*, Paris, L'Harmattan, 2009.
5: Institut Panos Paris, *Le pluralisme radiophonique en Afrique de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan, 1993; André-Jean Tudesq, *L'Afrique parle. L'Afrique écoute. Les radios en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2002.

Censée émaner de la communauté locale et supposée relayer ses préoccupations, voire y trouver des pistes de réponse, la radio communautaire est un média tout à fait particulier sur lequel s'arrête **Birgitte Jallof**. Revenant sur une longue expérience personnelle en Afrique et en Asie, elle met en avant les éléments fondamentaux nécessaires à la consolidation de ce type d'initiatives dans la durée. Elle dissèque les facteurs qui garantissent la durabilité sociale, organisationnelle et financière de ce type de projet et insiste sur la nécessité absolue de leur appropriation au niveau local.⁶

En réalité, il faut le reconnaître, peu de radios qualifiées de communautaires parviennent effectivement à se mouler dans cette définition idéale. La perspective développée par **Diana Senghor** pousse plus loin l'analyse, en examinant en particulier la relation entre les radios dites *communautaires* et la *gouvernance* locale. Se fondant sur l'exemple du Sénégal, elle montre comment la décentralisation politique et administrative d'une part et l'émergence des radios locales d'autre part ont été deux dynamiques concomitantes et intimement liées. Elle souligne combien certaines radios peuvent effectivement contribuer à améliorer la gestion de la chose publique au niveau local, mais relève aussi le caractère relativement isolé de ces bonnes pratiques.

8

Jetant également un regard critique sur les radios communautaires, **François Pascal Mbumba** revient, quant à lui, sur la situation de ces médias particuliers en République démocratique du Congo, un pays qui se distingue par le caractère foisonnant de son secteur radiophonique qui compte actuellement plus de 500 stations. Les *radios communautaires congolaises* évoluent dans un contexte sous-réglementé, où leur spécificité n'est pas reconnue et où nombre d'entre elles se revendiquent communautaires tout en appartenant à des personnalités politiques ou religieuses. Alors qu'un certain nombre commettent des dérives, attribuées parfois au manque de professionnalisme journalistique de leurs animateurs, l'expérience de ces radios révèle aussi l'absence d'une définition claire du journaliste et de son activité dans l'environnement médiatique congolais.

La question de l'organisation du secteur des médias, à travers l'élaboration de cadres légaux et réglementaires adéquats, susceptibles de garantir le pluralisme et le respect d'un certain professionnalisme, conduit à se pencher

6: Voir également la perspective de Stéphane Boulc'h, *Radios communautaires en Afrique de l'Ouest. Guide à l'intention des ONG et des bailleurs de fonds*, Bruxelles, COTA, 2003.

sur les *instances indépendantes de régulation* de la communication, qui sont au centre du texte proposé par **Renaud de la Brosse**. Au début des années 1990, ces instances sont apparues sur le continent, en particulier dans les pays francophones.⁷ Elles ont été mises en place à la fois pour répondre à des nécessités pratiques (l'octroi des fréquences dans le cadre des processus de libéralisation des ondes), politiques (la garantie de l'égal accès des forces politiques aux antennes des médias publics en période électorale) et démocratiques (l'imposition aux médias de missions de service public, en particulier pour ceux qui sont financés par les impôts du citoyen). Aujourd'hui, elles sont confrontées au défi de l'émergence des nouveaux médias, alors même que, bien souvent, elles ne sont pas encore parvenues à assurer leur indépendance vis-à-vis de l'exécutif et souffrent d'un manque de légitimité.

C'est justement sur l'expérience de la mise en place d'un dispositif de régulation dans un espace médiatique récemment libéralisé que revient **Larbi Chouikha**. A travers l'expérience de l'INRIC (*Instance pour la Réforme de l'Information et de la Communication*) en Tunisie, son texte montre bien à la fois les défis et les difficultés auxquels sont confrontées les instances chargées de l'organisation du secteur des médias sur le continent africain. Comment élaborer et imposer des critères clairs et objectifs pour attribuer les fréquences aux nouveaux opérateurs privés? Comment aider à la transformation des médias gouvernementaux en médias publics? Comment garantir les intérêts du public en imposant certains critères de professionnalisme aux médias locaux, mais aussi étrangers? Autant de questions qui se posent aujourd'hui en Tunisie, mais qui sont toujours d'actualité dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne où elles n'ont pas, jusqu'à présent, trouvé de réponse satisfaisante.

Dans la foulée de cette réflexion sur l'émergence de la liberté de presse en Tunisie, **Roland Huguenin Benjamin** propose à son tour une perspective plus large sur le rôle des technologies de l'information, en particulier l'Internet et la téléphonie mobile, dans les *révolutions arabes* qui ont débuté en 2011. Son texte souligne les avancées permises par ces nouveaux outils, mais également les limites posées par leur utilisation⁸. Il met en avant le rôle de la jeunesse dans les mouve-

7: Emmanuel Addjovi, *Les instances de régulation des médias en Afrique de l'Ouest. Le cas du Bénin*, Karthala-FES, Paris, 2003. Voir également Jean-Claude Guyot et Luc Adolphe Tiao, *La régulation des médias: principes, fondements, objectifs et méthodes*, Paris, Institut Panos Paris, 2007; et Idimama Kotoudi, *Les organes de régulation des médias en Afrique de l'Ouest: Etat des lieux et perspectives*, Dakar, Institut Panos Afrique de l'Ouest, 2006

8: Ce texte prolonge une réflexion entamée par l'auteur avec l'Institut Panos Paris autour de l'élaboration de l'ouvrage dirigé par Olfa Lamloum, *Irak, Les médias en guerre*, Arles, Actes Sud-Institut Panos Paris, 2003.

ments de contestation, en Tunisie comme en Egypte, et en appelle à une meilleure prise en compte des préoccupations de cette frange majoritaire de la population du continent africain, grande usagère des technologies, mais souvent délaissée par les médias d'information.

Cette réflexion sur les aspects positifs et négatifs liés à l'utilisation généralisée des technologies de l'information se poursuit dans la contribution de **Pierre Martinot**, qui aborde la manière dont *l'Internet* et la *téléphonie mobile* ont profondément transformé les pratiques journalistiques quotidiennes dans les médias africains. Facilitant l'accès à l'information, bouleversant les modes de diffusion et de réception, les technologies numériques constituent sans aucun doute un tournant dans la circulation de l'information en Afrique, touchant tout autant le travail quotidien des professionnels de l'information que les relations entre gouvernants et gouvernés.⁹

1 □ L'utilisation des technologies de l'information dans des projets innovants a été largement encouragée dans le cadre de divers projets d'appuis aux médias de la région des Grands Lacs. **Cyprien Ndikumana** présente un certain nombre d'initiatives mises en place, depuis 10 ans, pour amener les journalistes du Burundi, du Rwanda et du Congo, à apporter une contribution positive à l'édification d'une *paix* durable. Il détaille quelques-uns de ces projets, mais s'attarde aussi sur les interrogations qu'ils engendrent en termes de durabilité et d'appropriation.

Aziza Bangwene poursuit cette réflexion en décrivant à son tour différents projets développés par l'Institut Panos Paris dans la perspective de la consolidation de la paix dans la région¹⁰: elle présente en particulier le projet OGL *Ondes des Grands Lacs*, mis en œuvre entre 2009 et 2013, et dont l'objectif principal était d'amener les journalistes originaires des trois pays à abandonner leurs préjugés et leur perspective tronquée sur les réalités des pays voisins, et à s'ouvrir à d'autres points de vue sur la crise régionale. Elle souligne les acquis de ce programme, mais relève aussi un certain nombre de questions qui subsistent au terme de sa mise en œuvre.

9: Voir Annie Lenoble-Bart et Annie Chéneau-Loquay (dir.), *Les médias africains à l'heure du numérique*, NetSuds n°5, septembre, Paris, L'Harmattan-CEAN-CNRS-Africanti, 2010; Annie Chéneau-Loquay (dir.), *Mondialisation et technologies de la communication en Afrique*, Paris, Karthala-MSHA, 2004.

10: Dans le cadre de ses activités menées dans la région des Grands Lacs, l'Institut Panos Paris a développé une série de publications intitulées *Cahiers des médias pour la paix* qui abordent un grand nombre de thématiques importantes pour l'avenir des médias de la région.

L'ensemble de ces dynamiques récentes, de la libéralisation du secteur aux conflits et aux appuis des partenaires internationaux, a influencé profondément les acteurs médiatiques. Se focalisant toujours sur les trois pays de la région des Grands Lacs, **Marie-Soleil Frère** propose une analyse de *l'identité professionnelle* des journalistes en RDC, au Burundi et au Rwanda. Partant d'une perspective historique, elle montre comment la profession a évolué dans les trois pays, de la période du monopole étatique à celle du pluralisme médiatique et à l'éclatement des conflits, suivis des processus de paix. Elle souligne comment les journalistes ont tenté, depuis une dizaine d'années, de redéfinir eux-mêmes leur identité professionnelle, tâchant de tenir l'Etat à l'écart de la question, mais aussi comment leurs nouvelles pratiques ont entraîné l'émergence d'attentes particulières, vis-à-vis des médias, de la part des publics de la région.

Elargissant la perspective sur les pratiques professionnelles, **Jean-Paul Marthoz** porte son regard sur la presse internationale et analyse la couverture de l'actualité africaine des vingt dernières années. Il montre comment ont émergé des concepts comme la *responsabilité d'informer* ou le *journalisme d'ingérence*, en partie suite à diverses crises africaines et à l'échec des médias internationaux à en rendre compte de manière complète et rigoureuse. Il met en évidence la façon dont les logiques actuelles de production et de circulation de l'information configurent le discours et les silences de la presse internationale sur certains événements, en particulier en Afrique.¹¹

Enfin, dans un entretien clôturant l'ouvrage, **Tristan Mattelart** situe cette analyse dans une perspective historique plus large sur la circulation mondiale de l'information. Il rappelle les débats anciens, remontant aux années 1970, sur la représentation des pays du Sud dans les médias du Nord et la dénonciation des *flux inégaux d'information*.¹² Il montre ensuite comment la problématique s'est aujourd'hui complexifiée, avec l'arrivée de nouveaux acteurs et de nouvelles technologies, qui transforment les pratiques. Toutefois, il met en garde contre le *déterminisme technologique*, qui place les technologies au centre des révolutions, et insiste sur les continuités, ou les évolutions structurelles, que l'on peut déceler derrière d'apparentes ruptures.

11: Jean-Paul Marthoz, *Et maintenant le monde en bref. Les médias et le nouveau désordre mondial*, Editions Complexe/GRIP, 2006.

12: Rapport MacBride, *Voix Multiples, Un seul Monde*, Paris, Unesco, 1981.

Tous les textes de ce recueil en témoignent: le quart de siècle écoulé depuis *Presse francophone d'Afrique: vers le pluralisme* a été marqué par des mutations politiques et sociales profondes qui ont radicalement transformé le secteur des médias. Car les médias sont toujours le reflet des sociétés qui leur donnent naissance.

D'autres thématiques auraient bien sûr pu être abordées, telles la situation générale de la liberté de la presse sur le continent africain et les violences, encore très nombreuses, perpétrées contre les journalistes; le rôle des médias dans les processus électoraux; les relations entre médias et société civile ou le développement des médias en ligne.¹³ Certains sujets, abordés de manière transversale dans plusieurs textes, auraient sans doute mérité d'être plus systématiquement approfondis, comme la question de la formation des professionnels de la presse ou celle des contraintes que rencontre le respect de l'éthique et de la déontologie. Cependant, le panorama dressé semble déjà suffisamment vaste et les perspectives développées ouvrent de nombreuses pistes de réflexion.

1 2 Chacun de ces textes aurait pu susciter d'interminables discussions avec Françoise Havelange qui y aurait puisé mille raisons de poursuivre son engagement et mille manières inventives et créatives de le traduire en projets concrets. Françoise n'est plus là, mais le lecteur qui tient ce livre dans les mains pourra continuer le fil de la réflexion, contribuer au débat qui, s'il est aujourd'hui privé de la voix de Françoise, mobilise toujours nombre d'autres; d'autres qui, depuis vingt-cinq ans, scrutent ces médias africains francophones et les accompagnent dans leurs pérégrinations.

Marie-Soleil Frère
Bruxelles, juin 2014

13: Cet ouvrage porte sur l'Afrique francophone, zone d'intervention historique de l'Institut Panos Paris. Dans la partie anglophone du continent, certains paysages médiatiques se démarquent nettement de ceux présentés ici. Sur les distinctions entre les médias et pratiques journalistiques des deux espaces, voir Brice Rambaud, "Réflexions sur les trajectoires africaines de deux modèles médiatiques occidentaux. Analyse comparative de la presse écrite du Burkina Faso et du Kenya", in Dominique Darbon (dir.), *La politique des modèles en Afrique*, Paris, Karthala et Sylvie Capitant et Marie-Soleil Frère, "Introduction thématique", in *Afrique contemporaine. Les Afriques médiatiques*, n°4, 2011, p.27-41.



Thierry Perret

C'était au début des années 2000, et l'Institut Panos Paris traversait une phase critique de son évolution après une séparation douloureuse: son antenne d'Afrique de l'Ouest venait de prendre son autonomie avec la création de l'IPAO.

L'identité même de la structure était en question, car il fallait redéfinir des axes en s'interrogeant sur la pérennité des programmes en cours. Avec son enthousiasme communicatif, Françoise Havelange m'avait proposé de rejoindre le conseil d'administration de Panos Paris, sans cacher la difficulté d'avoir à accompagner une réforme de l'association qui s'effectuait dans des conditions, notamment financières, périlleuses. C'est dans ces périls que j'ai appris à connaître une Françoise Havelange qui alliait à la volonté et à la capacité d'écoute une cordialité inaltérable. Nous savions tous quelle énergie elle déployait, et à quel point cette tâche de reconstruction a été pour elle dévorante. L'aventure fut courte mais chaleureuse, et elle avait su lui donner une touchante dimension humaine.

La fabrique de l'opinion en Afrique francophone

Il faut sans doute être juriste pour croire que le droit est ce qu'il y a de plus important pour structurer une société, ou économiste pour ne jurer que par l'économie. Et bien sûr, il faut être journaliste pour penser que les médias sont essentiels, pour voir leur rôle comme primordial dans la vie de la Cité, et pour faire des phrases à ce sujet.

Journaliste travaillant sur l'Afrique, je n'ai donc cessé de penser que le journalisme - s'il est correctement pratiqué - avait beaucoup plus à apporter au développement de ce continent qu'on ne le dit ordinairement. Et qu'en matière de démocratie, ces faiseurs d'opinion que sont les médias ont en Afrique une fonction plus importante encore qu'ailleurs: une fonction fondatrice.

Pour quiconque a vécu, dans les années 1990, la vague des *démocratisations* africaines, il est évident que les journalistes ont été des acteurs centraux du processus: contestations, débats et mobilisations trouvaient dans les médias naissants (on sortait à peine du monopole de l'information) une efficace caisse de résonance, sans laquelle rien peut-être ne se serait produit. Le terme même de résonance est impropre. Du Sénégal au Bénin, de la Côte d'Ivoire au Togo, les médias ont été les principes actifs de la revendication démocratique et du changement.

Enthousiasmes

On peut ainsi se demander ce qu'auraient été les manifestations populaires du début de la décennie 1990 si elles n'avaient pas été relayées par des médias privés tout juste naissants. L'épreuve s'est répétée avec les *conférences natio-*

nales où les médias ont été le nécessaire témoin de cette grande dramaturgie. Car c'était un jeu riche de symboles, celui qui consistait à mettre à bas l'édifice ancien et son monolithisme institutionnel, en se promettant religieusement (on avait convoqué un peu partout des prélats pour diriger les débats) la liberté, la pluralité et le droit... Dans cet avenir radieux, les médias avaient leur juste place: tout en haut sur le Parnasse, juste à côté de la Constitution qui brillait des mille feux de l'euphorie citoyenne.

Du Sénégal au Bénin, en passant par le Congo, le Mali ou le Cameroun, cette Afrique du pré carré francophone, sevrée pendant des décennies de pluralisme et de liberté d'opinion, vivait un nouvel ordre politique où la citoyenneté trouvait de manière inédite, dans la presse écrite d'abord, puis dans la radio ensuite, son point d'appui. Les institutions nouvellement créées, l'avènement d'élections concurrentielles, l'apparition de parlements pluralistes, combinés avec la prolifération du mouvement associatif, allaient diversifier les voies du changement, mais le fonctionnement renoué de la société politique pouvait se lire avant tout dans la chronique quotidienne qu'en proposaient les médias.¹

Les nouveaux pouvoirs mis en place ont sanctionné ce fait: au Mali, c'est un ancien journaliste, Alpha Oumar Konaré qui est porté en 1992 à la présidence de la République. Le fondateur du journal *Les Echos* savait ce que la démocratie devait aux médias, et le Mali fut, plus que les autres, la terre d'élection de la liberté médiatique.

Le début des années 1990 fut un moment d'enthousiasme généralisé, et la décennie qui suivit la chute du mur de Berlin allait plus ou moins garder ce caractère euphorique d'un nouveau monde possible en gestation; c'était aussi une phase d'expansion de la mondialisation technologique où les médias n'étaient plus seulement constitués en relais et balises, mais devenaient aussi les acteurs principaux d'un ordre voué à la communication instantanée de l'information.

Ce statut assez extraordinaire du domaine médiatique a suscité très tôt réflexions et mises en garde dans les pays occidentaux: l'information, plus que jamais devenue marchandise, dont les nouveaux ressorts économiques fondaient la puissance, courait le risque d'un dévoiement si on la rapportait à sa vocation jugée première et désormais menacée, de vigie de l'opinion dans un système de responsabilité citoyenne. Les journalistes occidentaux se montraient dans l'ensemble conscients de ce défi et

1: Thierry Perret, Afrique. *Voyage en démocratie. Les années Cha Cha*, Paris, L'Harmattan, 1994.

le débat - qui à vrai dire ne cessa jamais - sur la nature de la presse les trouvait assez souvent en posture défensive.

Rien de tel en Afrique, où les données du problème se présentaient très différemment: la place et le statut de médias *faiseurs de démocratie* y étaient assurés, dans un champ politique et social où la dynamique de l'information était confrontée à des enjeux cruciaux d'édification et de progrès. Pour un jeune journaliste, désireux de s'assurer du sens de son métier, il y avait là matière à réinscrire la vision du rôle et du devenir des médias dans une dimension presque idéale: celle du politique, au sens noble, sur un terrain vierge où tout ou presque était encore à venir. La démocratie, au nom si souvent usagé, était neuve en Afrique, et les médias allaient en assurer l'épanouissement selon un schéma déjà vérifié. Oui, c'était de l'enthousiasme, l'événementiel lui-même était enthousiasmant (l'Afrique marchait dans l'Histoire), et même rétrospectivement, on peut estimer que ce ne fut pas de manière factice.

Désillusions

18

Le temps des désillusions est venu assez tôt. Un système d'élections pluralistes ne suffit pas à ancrer solidement la démocratie. Il fallut en convenir: on ne réforme pas la politique uniquement par les textes, la mise en place d'institutions et par l'exercice électoral, si par ailleurs le système du pouvoir n'est pas modifié par un comportement nouveau de ceux qui le détiennent. Dans la sphère africaine francophone, où le goût du juridisme est sans doute exacerbé, l'application des nouvelles normes de droit a servi de sauf-conduit aux élites, sans déranger pour autant les vieilles pratiques d'accaparement des ressources, démultipliées par la nouvelle règle d'un jeu concurrentiel où toute carrière politique devenait incertaine. Comment en aurait-il été autrement quand il manquait l'essentiel de ce qui protège l'Etat contre ses tendances à l'arbitraire, c'est-à-dire des contre-pouvoirs valides?

C'est ainsi qu'au sommet de l'édifice on a pu assister à ce qu'il fut convenu d'appeler des *manipulations de constitution* à répétition: en révoquant (à partir de 1997) la règle de la limitation des mandats, les présidents en place distordaient, pour se perpétuer, un principe juridique essentiel. Tous l'ont fait avec une forme de respect du droit, comme

s'il suffisait de changer un texte par un autre, avec le renfort des parlements. Ce n'est qu'un exemple de la carence démocratique alors observée, mais c'est sans doute la plus parlante. Au bas de la pyramide, on pourrait évoquer la *prolifération* dévoyée d'*associations* qui, quelques années plus tôt, au moment de l'éclatement des monopoles politiques, figuraient l'émergence d'une société civile. Leur récupération politique, leur opportunisme et leur insertion dans le réseau des échanges clientélistes ont partiellement vidé cette composante de la nouvelle citoyenneté d'une partie de son énergie sociale.

Dans ce tableau, la presse africaine a failli, car elle a manqué sa mutation. Il lui revenait, après les années de contestation, d'assumer une autre fonction, de contre-pouvoir réel et de régulateur de la vie politique, là où les autres outils de la régulation faisaient défaut. Car, si on a beaucoup parlé de régulation dans les années 1990-2000, c'était pour fabriquer encore et toujours de l'institutionnel: la presse avait donc là un rôle à jouer. Or la qualité des journaux a paradoxalement décliné après la phase de transition, parallèlement à leur multiplication. Là où l'effort aurait dû se porter sur la rigueur et l'amplification des capacités d'investigation et de reportage, les contenus ont été de plus en plus dominés par l'expression d'*opinions* de nature partisane, à côté d'une production d'informations peu fiables et lacunaires. La corruption et le clientélisme s'étant généralisés, les journalistes se sont mis au service d'intérêts souvent changeants et la notion de ligne éditoriale s'est évanouie au gré des circonstances.² Les pratiques de diffamation et les articles à charge se sont multipliés. Radio comme presse écrite ont fait preuve de dilettantisme et d'approximation, tandis que les télévisions toujours sous monopole gouvernemental se révélaient tout autant serviles et conformistes que par le passé.

19

Selon l'analyse qui avait cours durant la décennie 1990, ce n'étaient là que maladies de jeunesse qu'il fallait traiter par la loi et la stabilisation du paysage réglementaire, et par une progressive amélioration des capacités de la presse, en fournissant en particulier un appui à la professionnalisation des journalistes. On a donc légiféré pour garantir droits et libertés aux médias, et pour canaliser la fougue ou les écarts journalistiques par l'organisation de la corporation. C'est ainsi qu'ont fleuri les *programmes d'aide*, généreusement dotés par les bailleurs de fonds étrangers, avec l'objectif de structurer ce secteur naissant.

2: Voir, par exemple, Mor Faye, *Presse privée écrite en Afrique francophone. Enjeux démocratiques*, Paris, L'Harmattan, 2008. Voir également Emmanuel Vidjinnagni Adjovi, "Liberté de presse et corruption au Bénin: la dérive du journalisme de marché", Working paper n°10, Institut für Ethnologie und Afrikastudien, Johannes Gutenberg Universität, 2002, pp.1-25.

L'aide en question

Beaucoup a été fait et expérimenté. La structuration passait par la création d'associations professionnelles et de centres de ressources (les maisons de la presse), par l'autorégulation et l'adoption de conventions collectives, ou encore par l'appui aux instances de régulation chargées d'encadrer le milieu des médias. La formation continue des journalistes a été l'autre axe d'intervention majeur, avec la multiplication des sessions de formation, généralistes ou thématiques, chaque bailleur de fonds y allant de son initiative. La presse est devenue matière à colloques et séminaires, des expertises nombreuses ont été faites, des vagues ont été constatées comme autant de thèmes mobilisateurs: déontologie, journalisme électoral ou d'investigation, couverture des conflits. A la fin de la décennie l'effort s'est porté sur les radios, notamment communautaires, qui tout en étant moins politisées assumaient un rôle effectivement bénéfique de médias de proximité. On s'est aussi préoccupé de l'économie de la presse et de l'amélioration de sa gestion, ayant constaté que le secteur peinait à sortir d'un fonctionnement informel.

20 Toutes les recettes, semble-t-il, ont été éprouvées, et reconnaissons-le, avec une précision et un savoir-faire grandissants du côté des intervenants extérieurs³. Après avoir observé que de multiples paramètres s'enchevêtraient pour parvenir à l'objectif souhaité, des plans ambitieux ont été montés pour s'efforcer de combiner tous les registres d'intervention. Mais si le professionnalisme et l'expertise des opérateurs s'amélioraient, notamment du côté des quelques ONG qui, à l'exemple de *Panos*, se spécialisaient dans l'aide aux médias, il fallut convenir que la reconversion de la presse africaine tardait à se concrétiser, en dépit des montants parfois énormes qui lui étaient consentis.

Mais peut-être cette reconversion était-elle au-dessus de ses forces? Ou, du moins, la vision qui prévalait était-elle peut-être inadéquate par rapport à l'objectif, à supposer que l'objectif fût le bon? En publiant, en 2005, *Le Temps des journalistes*, un ouvrage destiné à rendre compte de l'évolution de la presse francophone depuis les années 1990⁴, mon intention était précisément de questionner notre perception d'une presse constamment envisagée d'un point de vue à la fois extérieur et sectoriel. Comme si les médias africains, en tant que milieu professionnel conçu comme

3: C'est dans ce contexte qu'est né, à la fin des années 1990, le réseau ParMa, un groupe de bailleurs de fonds soucieux d'appuyer le secteur des médias en Afrique. Animé par l'ONG française Gret, sa durée de vie fut limitée, mais le réseau a produit plusieurs études de synthèse sur la situation des acteurs médiatiques dans différents pays d'Afrique subsaharienne.

4: Thierry Perret, *Le Temps des journalistes. L'invention de la presse en Afrique francophone*, Paris, Karthala, 2005. Voir également le numéro spécial d'Africultures: *Les médias sur le métier*, *Africultures*, n°71, Paris, L'Harmattan, 2007.

autonome, pouvaient évoluer indépendamment de la société dans laquelle ils s'inséraient, par la mise en œuvre d'outils et d'approches essentiellement corporatistes; et ceci dans une direction qui était donnée, une fois pour toutes: autrement dit en visant une mise en conformité avec un modèle universalisé de *bons médias*, valable en tous lieux et toutes saisons.

Or, la presse est un phénomène avant tout politique, étroitement dépendant des stratégies des acteurs politiques, dans un contexte socio-culturel bien déterminé. Son dynamisme, comme ses contraintes, relèvent de son environnement, toute évolution ne pouvant être que globale. Ma conclusion était osée (mais propédeutique): la presse africaine est la meilleure du monde... dans son contexte. Voilà une vérité très simple, mais aux conséquences multiples: à savoir que les journalistes, les médias d'Afrique œuvraient au plus près d'un terrain qui impartissait de toutes autres logiques que celle de la bonne gouvernance; que dans ce milieu, leurs actions pouvaient parfois relever de la prouesse, si l'on considérait tous les écueils rencontrés - à commencer par les menaces et tentatives d'étouffement, toujours nombreuses, contre les journalistes; et que bien sûr tout progrès dans leurs pratiques ne pouvait provenir que d'une dynamique interne sur laquelle les interventions extérieures, guidées par le volontarisme, n'avaient que très peu de prise.

21

C'était, une fois de plus, questionner le *système de l'aide*. Non seulement en tant que mode d'intervention injonctif là où la bonne réception de l'aide ne va pas de soi. Mais aussi comme pratique ou plutôt praxis, laquelle postule que le fait de bien agir est le but même de l'action. Ce qui est assez différent d'une pratique choisie pour ses effets concrets. L'aide internationale est une praxis, et, dans sa méthode, elle est confrontée à un paradoxe connu en matière linguistique: on use d'un langage conçu comme compréhensible par tous, alors qu'à l'expérience il existe de nombreux usages de la même langue. Si bien qu'on peut tous se parler, mais on ne parle pas de la même chose. Les anthropologues comme les sociologues connaissent très bien cette problématique, à force de se confronter à des terrains divers et toujours autres que ceux dont ils sont issus et où s'est formalisé leur langage. Cette difficulté ultime ne condamne pas toute forme d'aide, mais elle oblige à s'interroger sur sa nature performative.

A titre illustratif, on peut souligner le succès rencontré, en matière d'aide aux médias, par la notion de *service public*. A l'origine destinée aux médias publics, la notion devait permettre de tracer une frontière nette entre médias de gouvernement et médias de service public, et se répandre à tous les médias privés soucieux de *servir le public*. On a fait dans les années 2000 nombre de séminaires et de campagnes sur ce thème.⁵ Désireux de bien faire, les journalistes et responsables de médias africains s'en sont saisis comme d'un slogan aux applications parfois bien aléatoires. A une époque récente la radio-télévision malienne affichait ainsi *la passion du service public*, sans pour autant récolter davantage d'adhésion de son public, ni proposer un nombre croissant de programmes d'intérêt général. C'est que pour faire d'un média gouvernemental un média de service public, il faut davantage que des bonnes intentions, il faut des conditions qui permettent une claire émancipation du pouvoir politique. Or, ces conditions n'étaient pas remplies, ou pas encore.

Si l'on se place dans une telle perspective, l'appui aux médias, trop longtemps considéré comme un secteur d'intervention autonome, pouvait assez logiquement devenir une composante d'un soutien plus large à la *gouvernance*. Non pas pour banaliser ou retirer - ce qui serait fatal - sa spécialisation à l'aide à la presse et donc perdre l'expertise acquise, mais pour combiner cette aide aux médias avec d'autres axes d'action couvrant l'ensemble du spectre politique.

Ainsi, l'évolution des médias peut-elle être indépendante de celle de la justice? Bien plus effective que la régulation par des organismes *ad hoc*, généralement dépourvus de moyens et d'indépendance, une justice plus efficace peut grandement contribuer à limiter les excès dans le secteur des médias. Si elle a la capacité de traiter des affaires de presse avec indépendance et savoir-faire, de mettre en œuvre des procédures adaptées aux questions de diffamation, de non-respect des obligations légales, elle peut fonctionner comme une interface équitable entre la presse, le justiciable et l'administration. Il en va de même de la relation entre la presse et la société civile: des associations mieux gérées, affranchies de leurs liens clientélistes, aptes à la communication et au lobbying, seront certainement de meilleurs partenaires de la presse, propres à enrichir ses contenus, que les seuls partis politiques avec lesquels le dialogue journalistique reste à ce jour quasi exclusif.⁶

5: Ainsi, l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (devenue depuis lors Organisation internationale de la Francophonie) a organisé, en 2003, un atelier à Ouagadougou sur le thème **Le service public audiovisuel: Quels moyens pour quelles missions?** et un autre à Bamako intitulé **La presse écrite et les missions de service public**. Leurs rapports proposent un bilan intéressant sur la situation des médias publics africains.

6: Telle était la conclusion d'une étude-bilan des politiques d'appui aux médias, réalisée en 2008-2009 par l'ONG Gret à la demande conjointe du ministère français des Affaires étrangères et de l'Organisation internationale de la Francophonie, deux organismes qui opèrent depuis de longues années sur ce terrain.

La meilleure presse du monde...

L'ancien Directeur général de TV5, Serge Adda, disait en 2003, lors d'une table ronde sur la bonne gouvernance organisée par l'OIF que *«l'un des vecteurs, en tout cas, de la pédagogie de la démocratie sera les médias, comme le sont aussi les élites et les intellectuels qui ont une quadruple mission. Une mission de veille démocratique, une fonction d'information et de respect de la réalité de l'information, et une mission de critique au sens étymologique du terme.»*⁷

Tel reste, une décennie plus tard, l'horizon souhaité pour les médias africains. En dépit de ce qui a été dit plus haut, la presse africaine n'a pas fait un si mauvais usage de sa fonction, il faut seulement s'entendre sur ce qu'elle est aujourd'hui et sur ce que sont les démocraties au sein desquelles elle se déploie. Elle existe et chacun doit tenir compte de son existence, c'est déjà un acquis. Si la multiplication des journaux et des radios a engendré un marais de mauvais journalisme, où se constatent au quotidien les entorses au devoir d'informer, quelques organes de presse maintiennent un niveau correct de production journalistique. Et la presse demeure une force de mobilisation incontestable. Ce fut le cas au Sénégal sous la présidence d'Abdoulaye Wade, ou encore au Mali lors du putsch de mars 2012. Quand tant d'hommes politiques pactisaient plus ou moins ouvertement avec les militaires responsables de la chute d'Amadou Toumani Touré – et plus encore de la catastrophique défaite militaire au Nord – les journaux maliens ont conservé leur esprit critique, au point de devenir la cible d'exactions répétées. Leur solidarité a fait reculer la mainmise répressive des militaires.⁸

On ne peut par ailleurs demander aux journalistes de se substituer aux *autres acteurs sociaux*, pour imposer un ordre de bonne gouvernance que personne à vrai dire ne partage. Quand les politiques se seront professionnalisés, quand les parlements seront émancipés, quand les corps constitués diront le droit, quand la justice sera de confiance, quand les entrepreneurs économiques seront dans un régime de concurrence réelle et les marchés régulés, quand les organisations de la société civile fonctionneront, etc., on sera alors en droit d'attendre de la presse des pratiques vertueuses et une information de qualité. Pour l'heure, elle fait avec... Avec les ressources et les exemples que lui procure un terrain encore largement miné.

23

7: Serge Adda, "Les indicateurs et les dispositifs d'évaluation et de suivi. De la liberté de la presse à la responsabilité médiatique", in AIF, *Actes de la table-ronde préparatoire n°3: La bonne gouvernance: objet et conditions du financement*, Paris, 2003. Disponible sur <http://democratie.francophonie.org>.

8: Thierry Perret, *Mali. Une crise au Sahel*, Paris, Karthala, 2014.